Pourquoi un candidat P.S.U. ?

Le P.S.U., à Paris comme dans toute la France, a décidé de présenter un candidat par circonscription aux élections législatives.
Ces élections vont se dérouler sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables : elles ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser.
Le mouvement parti du Quartier Latin ayant abouti à la mise en cause du pouvoir dans la société actuelle doit être renforcé. Le P.S.U. pense que les élections sont l'occasion d'expliquer les objectifs de ce mouvement à l'ensemble de la population. Chacun pourra par son vote exprimer son adhésion.

Après avoir vacillé devant les barricades, les occupations d'usines, les 10 millions de grévistes, le régime gaulliste a espéré briser le mécontentement populaire par les forces de répression, puis par l'appel aux urnes.

Dans l'immédiat, les augmentations de salaires arrachées par les travailleurs peuvent apparaître comme une victoire. Mais ces avantages sont un leurre ; demain ce sera la hausse des prix, ce sera la dévaluation.

L'U.N.R. et son représentant ne peuvent que présenter un bilan de faillite : ordonnances anti-sociales, absence de réformes de l'enseignement, crise du logement, économie et monnaie à la dérive, dépenses de prestige (force de frappe).

Le P.S.U. que je représente dans la bataille électorale s'oppose au régime gaulliste et travaille à la construction d'une démocratie nouvelle permettant l'édification du socialisme afin de mettre l'économie du pays au service du peuple et de faire place au pouvoir des travailleurs. Prenez en main votre destin !



CANDIDAT :

Roger NOULÉ

Roger NOULÉ est chef de service à l'Agence France-Presse.

Ancien prisonnier et ancien résistant (C.G.T. clandestine), il est secrétaire de la 10e section du P.S.U. et membre du Comité Politique National de son Parti.

SUPPLÉANT :

Richard COHEN

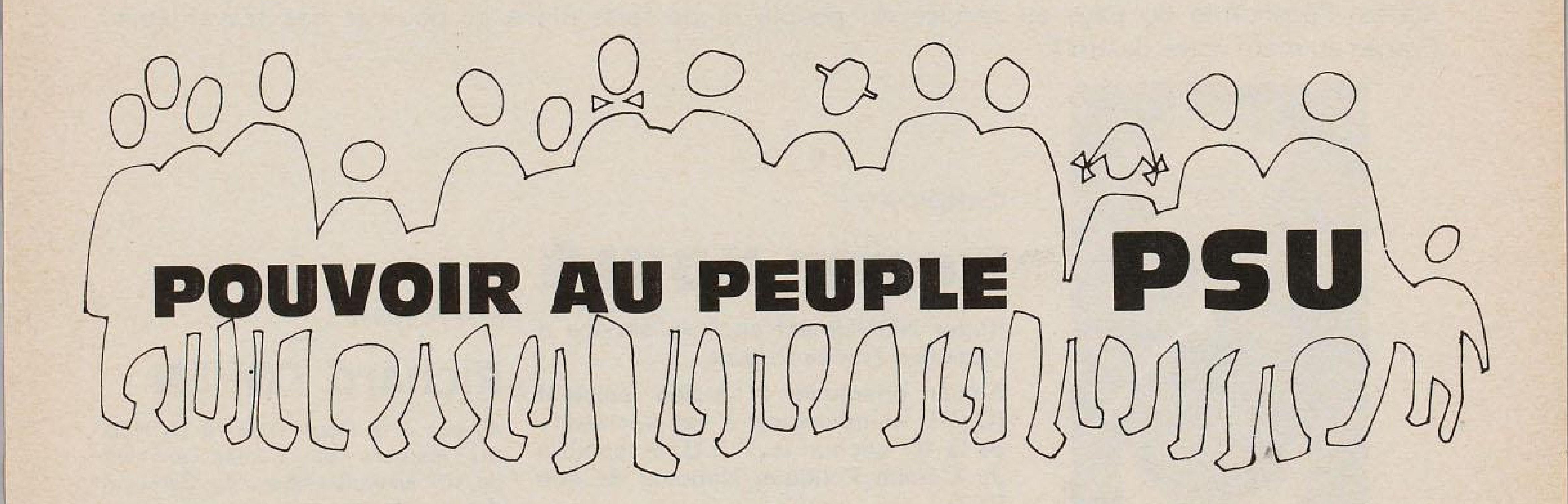
Avocat à la Cour, Richard COHEN est membre du Comité exécutif du 10e arrondissement du Syndicat des Locataires

La crise de Mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. Nous voulons une société nouvelle ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais la contestation et l'exigence demeurent. La lutte pour le socialisme continue. Elle sera victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant le P. S. U. propose :

- La gestion de l'économie par les travailleurs ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- Une université populaire reconstruite à partir des conquêtes étudiantes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, gestion commune avec les travailleurs.
- Une culture nouvelle fondée sur la participation critique des travailleurs.
- Une information libérée par une radio-télévision autonome et des moyens de presse gérés démocratiquement.
- Une politique internationale de lutte contre la domination de l'impérialisme américain, et solidaire des luttes révolutionnaires du Tiers-Monde.
- L'établissement de la démocratie directe : par les comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, et des institutions locales qui décolonisent la province.

Le P. S. U. a conscience que l'orientation qu'il présente est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse aux aspirations profondes des travailleurs en lutte.



Vu le candidat

Imp. A.G. PARIS